

Madagascar

Deux siècles d'histoire
religieuse et politique

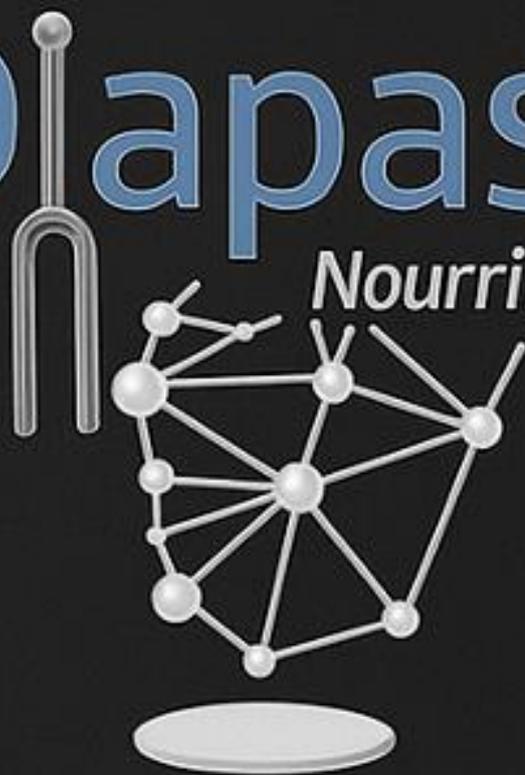
De la spiritualité autochtone
aux missions chrétiennes

De la colonisation
à l'époque
contemporaine



Diapason

Nourrir le débat

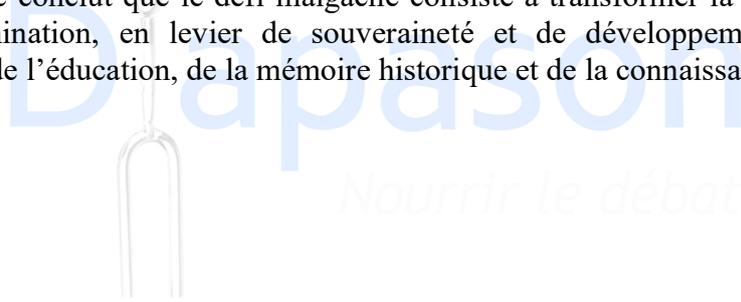


Les éditions Diapason

Abstract

Ce dossier retrace deux siècles d'histoire religieuse à Madagascar, depuis l'arrivée des missionnaires en 1820 jusqu'aux recompositions contemporaines. Il met en lumière la manière dont la religion a servi à la fois d'outil spirituel, de vecteur de pré-colonisation et de levier de contrôle social. L'étude analyse d'abord le socle spirituel autochtone - culte des ancêtres, hasina, sampy - avant d'examiner l'imposition du christianisme, la fusion entre évangélisation et colonisation, puis l'effacement progressif des repères traditionnels. La période coloniale a transformé l'éducation confessionnelle en instrument de formation d'auxiliaires pour l'administration et l'économie de plantation, renforçant la dépendance structurelle. Après l'indépendance, les Églises sont restées des acteurs majeurs de l'éducation, de la santé et de la médiation politique, jouant un rôle de contre-pouvoir mais aussi de palliatif à l'absence d'un État fort.

L'analyse comparative avec d'autres pays africains (Éthiopie, RDC, Mozambique, Botswana, Maurice, Comores) révèle que la variable déterminante n'est pas la religiosité en soi, mais la manière dont la religion est intégrée dans la culture nationale et articulée avec des institutions stables. Les pays pluralistes ou hybrides présentent des indicateurs de développement et de stabilité supérieurs, tandis que les pays fortement assimilés religieusement et colonisés restent fragiles. L'article conclut que le défi malgache consiste à transformer la religion, longtemps vecteur de domination, en levier de souveraineté et de développement, à travers une réappropriation de l'éducation, de la mémoire historique et de la connaissance.



1. Avant l'arrivée des missionnaires (1820)

a) Le socle spirituel

Avant l'introduction du christianisme, Madagascar possédait un système religieux complexe et profondément enraciné dans la vie sociale.

- **Zanahary** : divinité suprême, principe créateur associé au ciel et à l'univers.
- **Andriamanitra** (« seigneur ») : figure divine suprême dans le royaume merina, souvent utilisée comme équivalent de Zanahary.
- **Culte des ancêtres (razana)** : pivot central. Les ancêtres étaient perçus comme intermédiaires entre les vivants et le divin ; leur mémoire structurait la légitimité politique et les pratiques rituelles.
- **Hasina** : force vitale et sacrée, principe d'autorité et de prospérité, incarné par le souverain, les dignitaires et certains objets rituels (sampy).

b) Les objets et médiateurs du sacré

- **Sampy** : talismans royaux ou communautaires, garants de la protection du royaume ou du clan.
- **Sikidy** : art divinatoire d'origine arabe (Antemoro), utilisé dans les grandes décisions politiques et militaires.
- **Tromba** : culte de possession par les esprits des ancêtres, répandu aussi bien dans les Hautes Terres que sur les côtes.

c) Les spécialistes religieux

Il n'existait pas de clergé centralisé comme dans le christianisme ; les rôles étaient distribués.

- **Mpimasy (devins-guérisseurs)** : interprètes des signes, praticiens de soins, gardiens du lien avec l'invisible.
- **Gardiens des sampy** : responsables des rituels protecteurs du royaume.
- **Mpikabary (poètes et orateurs)** : transmetteurs de la sagesse et des normes sociales par l'oralité.

d) Fonctions sociales de la religion

- **Légitimation du pouvoir politique** : le souverain était protecteur par les sampy et dépositaire du hasina.
- **Régulation sociale** : tabous (fady), serments, bénédictions et malédictions organisaient la vie quotidienne.
- **Transmission culturelle** : mythes, proverbes et rituels inscrivaient chaque individu dans un ordre collectif.

e) Conclusion

Ce système religieux pré-missionnaire offrait à la fois une cohérence sociale et une légitimité politique. Il structurait la vie communautaire, liait les vivants aux ancêtres et consolidait la souveraineté.

C'est ce socle que les missionnaires chrétiens chercheront à remplacer à partir de 1820, en imposant une religion exclusive appuyée sur l'écriture et l'école.

2. Concordance entre l'arrivée des missionnaires et la colonisation

a) Contexte international et ouverture malgache

Au début du XIX^e siècle, Madagascar se trouve au croisement des intérêts des grandes puissances européennes. La France et la Grande-Bretagne cherchent à y établir des relais stratégiques dans l'océan Indien. Le **roi** Radama Ier (1810-1828), soucieux de moderniser son royaume merina et d'obtenir une reconnaissance internationale, choisit de s'allier avec les Britanniques.

En 1817, il signe un traité avec les Anglais qui abolit la traite des esclaves en échange de soutien militaire et technique. C'est dans ce contexte qu'arrivent les premiers missionnaires protestants de la **London Missionary Society (LMS)**.

b) Les premiers jalons missionnaires

- **1820** : ouverture de la première école européenne à Toamasina, puis dans le Rova à Antananarivo par David Jones et David Griffiths (LMS).
- **1822** : transcription du dialecte merina en alphabet latin. Cette innovation marque un tournant : elle permet à la Bible d'être traduite et aux Malgaches d'entrer dans l'univers de l'écrit occidental.
- **1835** : impression de la Bible en malagasy (dialecte merina), qui devient la première langue écrite nationale.

Ces étapes ne sont pas seulement religieuses, elles sont aussi politiques : elles introduisent une infrastructure cognitive qui prépare la société malgache à entrer dans la sphère coloniale.

c) Religion et école comme instruments de pénétration

La mission chrétienne se présente comme **porteuse de progrès et de modernité** :

- Apprendre à lire, c'est lire la Bible ;
- Apprendre à compter, c'est organiser la vie sociale selon les normes occidentales ;
- Apprendre l'hygiène et la médecine missionnaire, c'est adhérer au modèle européen de santé.

Cette offre éducative et sanitaire crée une **dépendance cognitive** qui s'articule parfaitement avec les projets coloniaux européens.

d) La colonisation française (1896) et l'héritage missionnaire

Lorsque Madagascar devient colonie française en **1896**, les bases posées par les missions protestantes puis catholiques sont déjà solides :

- Une élite alphabétisée existe, formée dans les écoles missionnaires.

- La langue malagasy écrite est codifiée, ce qui facilite l'administration coloniale.
- Les infrastructures scolaires et médicales confessionnelles sont déjà implantées.

Les Français n'ont plus qu'à absorber et réorganiser ce réseau. Par exemple :

- En 1896, ils créent l'École de médecine et de pharmacie de Befelatanana pour supplanter l'école médicale missionnaire d'Ankadinandriana.
- Le système éducatif colonial s'appuie sur les missionnaires pour diffuser le modèle français.

e) Conclusion intermédiaire

La concordance est claire :

- Les missions religieuses ont préparé le terrain en introduisant l'écrit, la discipline scolaire et une nouvelle morale.
- La colonisation a capitalisé sur ces structures pour **domestiquer les ressources humaines** et faciliter l'exploitation des ressources naturelles.
- Autrement dit, la religion missionnaire n'est pas seulement venue sauver des âmes ; elle a **préfiguré et accompagné la mainmise coloniale**.

3. Imposition d'une croyance

a) Le « contrat implicite » entre missionnaires et Malgaches

L'arrivée des missions protestantes puis catholiques s'accompagne d'une **offre éducative** inédite : savoir lire, écrire, compter et bénéficier de soins. Mais ce savoir n'est pas neutre. Il est conditionné par un **pacte implicite** :

- L'accès à l'école = l'étude de la Bible.
- L'accès au savoir médical = l'intégration de la morale chrétienne.
- L'accès au progrès social = la conversion religieuse.

Apprendre devenait donc synonyme de **croire au « bon dieu »**.

b) Transformation des repères éducatifs

- **Alphabet latin** : introduit par la LMS, il n'est pas enseigné pour servir d'outil neutre, mais pour permettre la lecture des Écritures.
- **Traduction de la Bible** : premier livre imprimé, donc première référence écrite et première autorité intellectuelle accessible en malagasy.
- **Écoles confessionnelles** : elles fixent une hiérarchie de la connaissance où la religion devient le filtre de toute éducation.

L'acte d'apprendre à lire ne séparait pas la grammaire de la théologie.

c) Exclusion et hiérarchisation sociale

L'imposition d'une croyance a aussi créé des clivages sociaux :

- Les **Andriana (nobles)** furent les premiers ciblés par la scolarisation obligatoire, car ils incarnaient le relais du pouvoir.
- Certains esclaves furent scolarisés au début, mais en 1834, la reine Ranavalona I^{re} interdit la scolarisation des esclaves et expulsa les missionnaires, voyant dans cette influence une menace pour l'autonomie politique.
- Ce va-et-vient révèle que la diffusion du savoir n'était jamais dissociée d'un enjeu de pouvoir : **former une élite docile et chrétienne**.

d) La religion comme matrice morale

Les missions chrétiennes imposent un code moral qui s'oppose parfois aux pratiques autochtones :

- Culte des ancêtres → requalifié en superstition.
- Sampy → assimilés à des idoles païennes à détruire.
- Fady (tabous) → relativisés ou effacés au profit des commandements bibliques.

L'éducation devient alors le **véhicule d'une nouvelle hiérarchie morale** : docilité, obéissance, dévotion, travail, discipline.

e) Résistances et syncrétismes

Cette imposition n'a pas été acceptée sans heurts :

- Certains souverains (Ranavalona I^{re}) ont résisté en fermant les écoles et en persécutant les convertis.
- Mais des réseaux clandestins ont continué la diffusion biblique.
- À long terme, un **syncrétisme** est né : le christianisme a été adopté, mais adapté au culte des ancêtres, créant une religiosité malgache hybride.

f) Conclusion intermédiaire

L'éducation missionnaire n'était pas un simple instrument de progrès ; elle fut une **arme d'évangélisation**. Derrière l'offre de savoir, il y avait un projet d'**imposition spirituelle** : effacer progressivement les anciennes croyances pour imposer un « Dieu universel » et en faire le socle de l'ordre social.

4. Annihilation de l'histoire avant l'arrivée des religieux

a) Substitution des récits fondateurs

Avec l'arrivée des missions protestantes (1820) puis catholiques (après 1861), les références culturelles et spirituelles malgaches ont progressivement été marginalisées. Les récits bibliques ont remplacé les mythes fondateurs, les généalogies royales et les traditions orales transmises de génération en génération.

b) Déclassement des pratiques et savoirs autochtones

- Le **culte des ancêtres** (razana) a été assimilé à de la superstition.

- Les **sampy** (talismans royaux) et le **hasina** (sacralité du pouvoir) ont été disqualifiés face au « Dieu unique » des missionnaires.
- Les arts divinatoires comme le **sikidy** ont été rejetés comme pratiques occultes.
- Les kabary, proverbes et poésies orales, qui véhiculaient mémoire et valeurs sociales, ont perdu leur statut de sources premières de savoir.

c) Éducation et histoire réécrite

Les écoles missionnaires ont imposé une nouvelle base de connaissances centrée sur la lecture, l'écriture et le catéchisme. Dans ce cadre, **l'histoire d'avant 1820** n'était presque plus enseignée :

- Les héros et souverains malgaches étaient rarement mis en avant.
- Les programmes mettaient en valeur la Bible et l'histoire européenne comme repères universels.

d) Conséquence

Ce processus a entraîné une **rupture mémorielle** : une grande partie du patrimoine historique et religieux antérieur à l'arrivée des missionnaires a été effacé ou relégué au rang de folklore, ouvrant la voie à une nouvelle vision du monde alignée sur les modèles occidentaux et coloniaux.

5. Permanence des schémas de pouvoir : hier missionnaires, aujourd'hui État et Églises

a) Un schéma ancien qui se répète

Au XIX^e siècle, les missionnaires sont venus avec un double projet : enseigner et évangéliser. Le savoir et la foi étaient liés, et en échange de l'éducation, il fallait adhérer au « vrai Dieu ». Ce mécanisme a contribué à marginaliser les croyances locales et à légitimer un nouveau pouvoir moral.

Aujourd'hui, même si le contexte a changé, la logique reste semblable : le pouvoir ne se contente pas de gouverner par les lois et l'économie, il cherche aussi à capter l'autorité morale. L'histoire et la mémoire collective sont souvent remodelées ou minimisées au profit d'un récit qui sert les gouvernants ou les institutions religieuses.

b) L'État et les Églises : une compétition pour la légitimité

Depuis l'indépendance, les gouvernements successifs et les grandes Églises (catholique, protestante, évangélique) s'observent, s'allient parfois, s'affrontent souvent :

- L'État tente de se présenter comme le garant de la modernité, du développement et de la souveraineté.
- Les Églises se présentent comme les gardiennes de la morale, de la justice et du peuple, avec une influence considérable sur la société.

À plusieurs reprises, cette tension a éclaté publiquement. Les grandes crises politiques de 1991, 2002 et 2009 ont toutes été accompagnées par des prises de position fortes des Églises, parfois contre le pouvoir en place, parfois pour arbitrer.

c) Le même schéma, de nouvelles mains

Hier, les missionnaires avaient le monopole du savoir écrit et de la morale « universelle » qu'ils imposaient. Aujourd'hui, les détenteurs du pouvoir politique et les hiérarchies religieuses jouent le même rôle : chacun cherche à orienter les consciences, à définir ce qui est légitime ou non, à se poser en guide suprême.

Autrement dit, **le modèle ne change pas : ce sont seulement les acteurs qui se succèdent**. Le pouvoir passe des missionnaires à l'administration coloniale, puis à l'État indépendant, mais toujours avec le concours - ou la concurrence - des Églises.

d) La connaissance comme issue possible

Cette spirale ne peut être rompue que par une réhabilitation de la connaissance comme valeur en soi :

- Une **histoire nationale réappropriée**, enseignée sans tabous.
- Une **éducation critique**, qui distingue la foi comme conviction personnelle et la religion comme outil institutionnel.
- Une **culture de la mémoire et de la réflexion** qui redonne aux citoyens la capacité de juger par eux-mêmes.

Si au XIX^e siècle la scolarisation a été l'instrument d'une imposition, aujourd'hui elle pourrait devenir l'outil d'une **libération intellectuelle**. L'enjeu est de sortir d'une logique de dépendance morale et politique, pour construire une société où la connaissance prime sur la manipulation.

6. Changement de repère

a) Mutation des références spirituelles

L'introduction du christianisme a déplacé l'autorité spirituelle :

- Du culte des ancêtres et des sampy protecteurs, on passe à la lecture de la Bible et à l'encadrement par les missionnaires.
- Les pratiques rituelles traditionnelles sont progressivement reléguées au rang de superstitions ou d'idolâtries.

b) Transformation linguistique et culturelle

- Le passage du **sorabe** (alphabet arabe utilisé par les Antemoro) et de l'oralité vers l'**alphabet latin** a marqué une rupture décisive.
- La traduction de la Bible en dialecte merina (1835) a établi une nouvelle norme : la langue écrite malagasy, imposée comme référence, a supplanté les récits oraux transmis par les anciens.

c) Réorganisation du temps social

- Les **fêtes et rituels traditionnels**, liés au cycle agricole et aux ancêtres, ont été progressivement marginalisés.
- Les nouveaux repères collectifs sont structurés autour du **calendrier chrétien** (dimanche, Noël, Pâques) et des rythmes scolaires introduits par les missions.

d) Naissance d'une élite nouvelle

Les écoles missionnaires ont produit une **élite lettrée**, maîtrisant la lecture et l'écriture, qui a acquis un prestige social supérieur aux gardiens traditionnels de la mémoire (mpimasy, conteurs, devins). Cette élite, familiarisée avec les modèles occidentaux, est devenue un relais essentiel entre la population et le pouvoir colonial.

7. La religion comme agent ou vecteur de la pré-colonisation

a) Une avant-garde européenne

Avant même la conquête militaire française de 1895-1896, les missions chrétiennes, d'abord protestantes britanniques, puis catholiques françaises, avaient déjà posé les bases d'une **présence européenne durable** à Madagascar.

- Elles ont introduit l'écriture latine, la scolarisation et la médecine occidentale.
- Elles ont construit des réseaux d'écoles, d'imprimeries et de dispensaires.
- Elles ont diffusé une vision du monde centrée sur l'Europe et ses valeurs religieuses.

Ces missions agissaient ainsi comme une **première étape de l'intégration culturelle** dans la sphère coloniale.

b) Des auxiliaires du pouvoir politique

La religion n'était pas seulement spirituelle : elle avait une **fonction politique implicite**.

- Les écoles formaient des auxiliaires administratifs et des collaborateurs pour l'État.
- L'éducation religieuse inculquait des valeurs de **discipline, obéissance et fidélité**, qui correspondaient aux attentes des puissances européennes.
- La Bible et le catéchisme servaient de manuels de morale civique autant que de textes religieux.

Ainsi, l'évangélisation et la formation scolaire préparaient une population **apte à être gouvernée selon les normes coloniales**.

c) Le contrôle social par la morale chrétienne

Les dogmes religieux imposés par les missions participaient au contrôle social :

- Valorisation de l'humilité et de la soumission à l'autorité.
- Dévalorisation des croyances locales, assimilées au paganisme.

- Promotion du travail comme vertu religieuse, en adéquation avec les besoins économiques coloniaux.

La religion servait donc de **vecteur de pacification** et d'acceptation de l'ordre imposé.

d) Un instrument de préparation coloniale

En 1896, lorsque la France officialise la colonisation de Madagascar, le terrain est déjà préparé :

- Une élite chrétienne éduquée existe, capable de servir d'intermédiaire.
- La langue malagasy écrite (standardisée par les missionnaires) et le français permettent une administration plus efficace.
- Les valeurs introduites par l'école confessionnelle facilitent l'intégration des Malgaches dans le système colonial.

Autrement dit, la religion a été le **vecteur de la pré-colonisation** : elle a façonné les esprits et les structures sociales, bien avant que l'armée et l'administration ne s'imposent.

8. Objectif commun de la religion et du colonialisme : les ressources humaines et naturelles

a) Convergence des finalités

Derrière des discours différents, mission chrétienne et projet colonial poursuivaient une logique commune : encadrer la société malgache.

- Les missionnaires cherchaient à façonner des croyants disciplinés, attachés à une morale de travail, d'obéissance et de soumission.
- Les administrateurs coloniaux avaient besoin d'une population encadrée, capable de fournir des auxiliaires formés et une main-d'œuvre docile.

Ainsi, religion et colonisation se sont appuyées mutuellement pour former, contrôler et mobiliser les Malgaches dans le cadre de l'empire.

b) Les ressources humaines : former pour servir

Les écoles confessionnelles, intégrées à l'appareil colonial après 1896, ont servi à produire un vivier d'auxiliaires au service de l'État et de l'économie coloniale.

- **Auxiliaires formés** : instituteurs, interprètes, secrétaires, infirmiers, catéchistes → tous formés dans un cadre chrétien mais utilisés dans les rouages de l'administration coloniale.
- **Éducation morale** : valorisation de la loyauté, de la hiérarchie, du sacrifice, inculquant une éthique de service compatible avec les attentes coloniales.
- **Endoctrinement idéologique** : l'instruction chrétienne liait l'obéissance civile au devoir religieux, ancrant la conviction que « servir » était à la fois un acte de foi et une obligation sociale.

L'éducation cesse d'être une fin spirituelle et devient un **instrument de calibrage social** au profit de l'empire.

c) Les ressources naturelles : exploiter avec une main-d'œuvre encadrée

La finalité ultime de la colonisation restait l'exploitation des richesses malgaches (agriculture, minerais, forêts).

- **Main-d'œuvre encadrée** : grâce à la discipline religieuse, la population acceptait plus facilement l'ordre imposé, limitant les résistances.
- **Idéologie de résignation** : l'enseignement religieux valorisant la pauvreté, la patience et le sacrifice rendait supportable un système inégalitaire.
- **Blocage des révoltes** : l'encadrement spirituel et l'organisation communautaire des paroisses réduisaient l'émergence de mouvements structurés contre l'exploitation.

La religion ne pillait pas directement les ressources naturelles, mais elle produisait le **climat idéologique** nécessaire à l'exploitation coloniale.

d) Un partenariat tacite

Sur le terrain, missionnaires et colons ont souvent fonctionné comme des partenaires implicites :

- Les missionnaires formaient, moralisaient et encadraient la population.
- Les administrateurs exploitaient et administraient les structures économiques et politiques.
Cette synergie, rarement avouée mais bien réelle, explique la relative facilité avec laquelle Madagascar a été intégré à l'empire colonial, malgré des résistances sporadiques (ex. : révolte des Menalamba, 1895-1897).

9. Annexion vs Colonisation : Analyse comparée

Définitions

- **Annexion** :
L'annexion désigne l'appropriation d'un territoire par un État souverain, intégrant ce territoire à son espace national. Elle se fait souvent après une guerre ou par un traité.
 - Ex. : L'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Empire allemand en 1871.
 - L'annexion se traduit par la **fusion juridique** : le territoire annexé devient une partie intégrante de l'État dominateur.
- **Colonisation** :
La colonisation est la prise de possession et l'exploitation d'un territoire par une puissance étrangère, sans forcément l'intégrer juridiquement à son territoire.
 - Ex. : La colonisation française de Madagascar en 1896.
 - Elle implique l'établissement d'une administration coloniale et d'une domination politique, économique et culturelle, mais le territoire colonisé reste juridiquement distinct.

Différences juridiques et politiques

- **Statut du territoire :**
 - Annexion : le territoire perd son autonomie et devient une province de l'État dominateur.
 - Colonisation : le territoire reste « extérieur » et géré comme colonie, souvent sous un statut juridique spécifique (Code de l'indigénat, administration coloniale).
- **Statut des habitants :**
 - Annexion : les habitants deviennent citoyens (souvent de manière contrainte), avec parfois des discriminations.
 - Colonisation : les habitants deviennent « sujets » mais rarement citoyens ; ils sont soumis à des lois distinctes.
- **Administration :**
 - Annexion : intégration dans l'appareil administratif de l'État.
 - Colonisation : administration duale, avec un gouverneur ou résident général représentant la métropole, distinct de l'État lui-même.

Implications socio-culturelles

- **Annexion :**
 - Tendance à la normalisation culturelle : langue, institutions, lois de l'État dominateur sont imposées.
 - Effacement progressif de la spécificité identitaire.
 - Processus souvent rapide et brutal, mais limité géographiquement.
- **Colonisation :**
 - Introduction d'un système éducatif, religieux et administratif étranger.
 - Exploitation économique structurée autour de l'extraction des ressources naturelles.
 - Imposition culturelle accompagnée de ségrégation : distinction entre colons et colonisés.
 - Processus long, parfois plusieurs siècles, marqué par une domination totale (politique, économique, culturelle).

Application au cas malgache

- **Annexion hypothétique :** si Madagascar avait été annexé par la France (comme l'Algérie en 1830, déclarée département français en 1848), l'île aurait été juridiquement intégrée à la République française. Les Malgaches auraient été assimilés comme citoyens français (au moins en droit), avec des droits et devoirs identiques aux habitants de la métropole — même si, dans la pratique, des discriminations auraient subsisté.
- **Colonisation réelle :** en 1896, Madagascar devient une **colonie française**.
 - Administration distincte, dirigée par un **résident général** (Le Myre de Vilers, puis Gallieni).
 - Les Malgaches deviennent des **sujets français**, soumis au Code de l'indigénat, sans citoyenneté pleine.
 - Les ressources naturelles (vanille, café, graphite, etc.) sont exploitées au profit de la métropole.
 - Les structures éducatives et religieuses servent à façonner une élite locale destinée à servir l'appareil colonial, non à représenter la nation malgache.

Conclusion

- **Annexion** = absorption juridique d'un territoire dans l'État dominant (perte totale d'autonomie, mais acquisition de droits de citoyenneté, au moins théoriques).
- **Colonisation** = domination politique, économique et culturelle sur un territoire maintenu à l'écart du droit commun (sujets ≠ citoyens, exploitation des ressources).

Dans le cas de Madagascar, le choix français fut celui de la colonisation et non de l'annexion, ce qui a renforcé l'idée d'une **distance permanente entre la métropole et l'île**, et a contribué à la fragilité institutionnelle et identitaire après l'indépendance.

10. Tableau comparatif : Annexion vs Colonisation

Critères	Annexion	Colonisation
Définition	Intégration juridique d'un territoire dans un État souverain.	Domination politique, économique et culturelle par une puissance étrangère.
Statut du territoire	Devient une province ou une région de l'État dominant.	Reste un territoire extérieur, administré comme colonie distincte.
Statut des habitants	Habitants deviennent citoyens (en théorie), avec droits/devoirs égaux.	Habitants deviennent sujets , sans citoyenneté pleine, soumis à des lois spécifiques (Code de l'indigénat).
Administration	Intégrée à l'appareil administratif national.	Administration coloniale autonome (gouverneur, résident général, etc.).
Objectif	Expansion territoriale, assimilation totale (politique et culturelle).	Exploitation des ressources humaines et naturelles au profit de la métropole.
Culture et identité	Effacement rapide des particularismes locaux (langue, institutions).	Acculturation progressive + ségrégation : colons vs colonisés.
Durée	Processus souvent rapide, consécutif à une guerre ou traité.	Processus long, parfois plusieurs siècles.
Exemple	Annexion de l' Alsace-Lorraine par l'Allemagne (1871-1918).	Colonisation de Madagascar par la France (1896-1960).

Ce tableau montre bien que l'**annexion absorbe**, tandis que la **colonisation domine et exploite**.

11. Dogme caché : domination, acceptation, dévotion, culpabilisation...

a) Le discours apparent

Les missions chrétiennes présentaient leur action comme un projet de salut et de civilisation :

- Apporter la lumière de l'Évangile.
- Offrir l'éducation et la médecine modernes.
- Élever moralement et spirituellement les populations.

Ce discours officiel insistait sur la charité, l'amour de Dieu et l'émancipation par la foi.

b) Le dogme caché

Derrière ces valeurs affichées, se dessinait un ensemble de **mécanismes implicites** qui servaient autant la religion que le pouvoir colonial :

- **Domination** : la religion installe un rapport hiérarchique vertical, où l'autorité spirituelle (missionnaire, prêtre, pasteur) détient la vérité et dicte la conduite des fidèles.
- **Acceptation** : les croyants sont incités à se soumettre à l'ordre établi comme à une volonté divine.
- **Dévotion** : la piété devient synonyme de loyauté, envers Dieu mais aussi envers les autorités politiques alliées aux Églises.
- **Culpabilisation** : les traditions locales sont dénigrées, et toute résistance est perçue comme une rébellion contre la foi, donc contre Dieu lui-même.

c) Les effets psychologiques et sociaux

Ces mécanismes ont eu des conséquences profondes :

- **Intériorisation de l'infériorité** : les Malgaches sont présentés comme devant être « civilisés », donc initialement « incomplets » sans la religion chrétienne.
- **Réduction des marges de contestation** : l'obéissance et la patience sont valorisées comme vertus, la révolte assimilée au péché.
- **Renforcement de la hiérarchie sociale** : les élites converties et instruites se distinguent du reste de la population, consolidant un nouvel ordre social.

d) Héritage durable

Même après l'indépendance, ces logiques de domination et de culpabilisation persistent sous d'autres formes :

- Le poids de la religion dans les représentations sociales.
- La difficulté à valoriser les savoirs autochtones ou l'histoire précoloniale.
- La tendance à percevoir la pauvreté comme une fatalité, presque justifiée par la volonté divine.

Conclusion intermédiaire

Le « dogme caché » de la mission religieuse n'était pas simplement spirituel. Il constituait une **technologie sociale** visant à former des individus obéissants, résignés et loyaux. Cet arrière-plan idéologique a contribué à stabiliser l'ordre colonial et à retarder l'émergence d'une conscience critique collective.

12. Résultats lisibles dans les pays ayant été endoctrinés en termes de développement socio-économique

a) Le constat général

L'histoire du XIX^e et du XX^e siècle montre que dans de nombreux pays colonisés, la religion introduite par les missions chrétiennes a été utilisée comme **instrument de pacification et de discipline sociale**, mais rarement comme un levier de développement autonome. La promesse de salut spirituel s'est souvent accompagnée d'une réalité économique marquée par la dépendance, la pauvreté et l'inégalité.

b) Pays fortement endoctrinés et trajectoires de dépendance

Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, l'implantation massive d'écoles confessionnelles et la christianisation rapide ont produit :

- Une élite alphabétisée mais étroitement liée aux institutions coloniales.
- Une économie structurée autour de l'exportation des ressources brutes au profit des puissances étrangères.
- Une population majoritairement fidèle aux autorités religieuses, mais privée d'outils critiques pour transformer son environnement socio-économique.

Exemples :

- **République Démocratique du Congo** : réseau missionnaire colossal, mais un pays qui demeure aujourd'hui l'un des plus riches en ressources et en même temps l'un des plus pauvres en termes de revenu par habitant.
- **Madagascar** : scolarisation missionnaire précoce, mais effondrement économique progressif après l'indépendance et dépendance persistante vis-à-vis de l'aide étrangère.

c) Pays ayant préservé une partie de leurs religions locales

À l'inverse, certains pays qui ont réussi à **conserver ou intégrer fortement leurs traditions religieuses autochtones** dans la modernité ont connu des trajectoires différentes :

- **Éthiopie** : christianisme ancien (orthodoxe) enraciné dans l'histoire locale, islam présent depuis plus d'un millénaire, préservation d'une continuité culturelle qui a contribué à maintenir une identité nationale forte face à la colonisation.
- **Botswana** : malgré une évangélisation importante, le rôle des traditions communautaires (kgotla, conseils locaux) est resté central dans la gouvernance, ce qui a favorisé une relative stabilité politique et une croissance économique durable.

d) Une corrélation observable mais non mécanique

On constate ainsi que les pays où la religion a été utilisée **comme outil d'assimilation** sans continuité culturelle propre présentent souvent :

- Une fragilité institutionnelle.
- Une dépendance économique persistante.
- Une incapacité à transformer les ressources naturelles en développement endogène.

Inversement, là où la religion s'est **hybridée avec les traditions locales**, on observe une plus grande résilience identitaire et parfois une meilleure capacité à construire des institutions adaptées.

Conclusion intermédiaire

Les résultats montrent que l'endoctrinement religieux à visée coloniale n'a pas produit de développement durable. Il a au contraire souvent figé les pays dans des logiques de dépendance et de soumission. La variable décisive semble être la capacité d'un peuple à **réconcilier spiritualité et identité propre** : là où cette intégration a été possible, les trajectoires socio-économiques sont plus stables et autonomes.

13. Comparer les pays qui ont gardé leurs religions et ceux qui ont été "assimilés"

a) Pays ayant conservé leurs religions locales ou les ayant intégrées

Certains pays ont réussi à **préserver une continuité spirituelle** malgré les influences extérieures. Cela leur a permis de garder une cohésion identitaire et de limiter la dépendance culturelle.

- **Éthiopie** :
 - Jamais colonisée au sens classique (hormis l'occupation italienne brève).
 - Le christianisme orthodoxe, enraciné depuis le IV^e siècle, et l'islam ancien se sont intégrés aux traditions locales.
 - Résultat : une identité religieuse propre, liée à l'histoire nationale, qui a servi de ciment politique et culturel.
- **Égypte** (hors Afrique subsaharienne, mais révélateur) :
 - L'islam s'est enraciné dès le VII^e siècle en se mêlant à des traditions locales.
 - L'institution religieuse a été un vecteur de continuité culturelle et politique, y compris face à la colonisation britannique.
- **Botswana** :
 - Malgré l'évangélisation, les traditions communautaires (kgotla, justice locale) ont gardé leur place.
 - L'intégration des pratiques autochtones dans la gouvernance a favorisé une stabilité durable.

b) Pays fortement assimilés par les missions et la colonisation

À l'opposé, d'autres pays ont connu une **rupture brutale** avec leurs croyances et structures sociales traditionnelles. La religion missionnaire a servi d'outil d'assimilation culturelle et d'alignement complet sur le modèle colonial.

- **République Démocratique du Congo :**
 - Réseau missionnaire massif (catholique et protestant) organisé par l'État colonial belge.
 - La culture locale a été largement délégitimée.
 - Résultat : élite formée pour servir l'ordre colonial, mais incapacité à construire une économie et un État forts après l'indépendance.
- **Madagascar :**
 - Évangélisation rapide à partir de 1820, puis intégration forcée dans le système colonial français.
 - Les croyances locales (sampy, cultes d'ancêtres) reléguées à la périphérie.
 - Résultat : une forte dépendance culturelle, un effondrement progressif du système éducatif, et une économie toujours fragile malgré les ressources abondantes.
- **Mozambique :**
 - Colonisation portugaise avec une forte assimilation catholique.
 - L'effacement des traditions locales a été suivi d'une guerre d'indépendance sanglante, puis d'une guerre civile.
 - Résultat : une société fracturée, longtemps dépendante de l'extérieur.

c) Comparaison synthétique

- **Pays préservant leur religion / intégrant leurs traditions :**
→ Plus grande **stabilité identitaire**, institutions mieux enracinées, parfois croissance plus soutenue (ex. Botswana).
- **Pays assimilés religieusement et culturellement :**
→ Dépendance persistante, fragilité institutionnelle, reproduction des inégalités sociales (ex. RDC, Madagascar).

Conclusion intermédiaire

La comparaison montre que ce n'est pas la religion en soi qui détermine le destin d'un pays, mais la capacité à l'intégrer dans une continuité culturelle.

- Là où les religions importées se sont superposées sans effacer totalement les croyances locales, la société a trouvé un équilibre.
- Là où elles ont remplacé les repères autochtones, elles ont laissé un vide identitaire et un terrain propice à la dépendance postcoloniale.

14. Aujourd'hui, quel apport a la religion dans un pays qui continue de s'effondrer économiquement

a) Une présence incontournable

Dans le Madagascar contemporain, la religion reste omniprésente :

- Les grandes Églises (catholique, protestante, évangélique) structurent la vie communautaire et sociale.

- Les cultes d'ancêtres, malgré leur marginalisation officielle, demeurent vivants dans les pratiques quotidiennes et les cérémonies familiales.
- Les leaders religieux continuent de bénéficier d'une **forte légitimité morale**, parfois plus que les responsables politiques.

b) Les apports positifs

La religion joue un rôle certain dans la résilience de la société malgache :

- **Éducation** : de nombreuses écoles confessionnelles restent des références de qualité, souvent supérieures aux écoles publiques.
- **Santé** : les hôpitaux et dispensaires religieux assurent une part importante de l'offre médicale.
- **Solidarité** : les paroisses et communautés constituent des filets sociaux essentiels dans un pays où l'État est défaillant.
- **Paix sociale** : dans certaines crises politiques, les Églises ont servi de médiateurs pour éviter une escalade violente.

c) Les limites et les ambiguïtés

Mais ces apports ne suffisent pas à enrayer l'effondrement économique et social :

- **Dépendance financière** : une grande partie des ressources des Églises vient de l'étranger (réseaux missionnaires, ONG, diaspora), ce qui limite leur autonomie.
- **Substitution à l'État** : en remplaçant les services publics déficients, les institutions religieuses entretiennent un système où l'État reste faible.
- **Freins à certaines politiques publiques** : sur des sujets sensibles comme la planification familiale, l'éducation sexuelle ou la lutte contre les inégalités de genre, les positions religieuses peuvent ralentir des réformes nécessaires.
- **Instrumentalisation politique** : les gouvernants cherchent régulièrement l'appui des Églises pour légitimer leur autorité, ce qui peut brouiller le rôle spirituel.

d) Un paradoxe persistant

La religion à Madagascar est donc à la fois :

- **Un pilier** indispensable au fonctionnement de la société (éducation, santé, solidarité, médiation).
- **Un obstacle** potentiel à l'émergence d'un développement endogène, car elle perpétue certaines logiques de dépendance et d'acceptation de l'ordre établi.

Conclusion intermédiaire

Aujourd'hui, l'apport de la religion ne peut pas être nié : sans les Églises, le pays serait probablement encore plus fragilisé. Mais cet apport reste **insuffisant pour inverser la spirale économique**. L'enjeu est de transformer ce capital moral et institutionnel en un levier qui accompagne un véritable projet de souveraineté et de développement, au lieu de pallier indéfiniment les carences de l'État.

15. Rôle des Églises dans le développement du pays (après l'indépendance)

a) Un pilier éducatif maintenu

Après 1960, les Églises ont conservé une place centrale dans le système éducatif.

- Elles ont maintenu leurs réseaux scolaires, réputés plus disciplinés et plus performants que l'école publique.
- Elles ont formé une partie importante des élites politiques, économiques et intellectuelles malgaches.
- Leur capacité à attirer des financements extérieurs leur a permis de maintenir des infrastructures de qualité.

L'éducation confessionnelle est ainsi restée un marqueur d'excellence, mais aussi un facteur de distinction sociale.

b) Un acteur sanitaire incontournable

- Les Églises ont développé et consolidé un réseau de **dispensaires et hôpitaux**, notamment dans les zones rurales mal desservies.
- Certaines institutions (comme l'Hôpital catholique de Soavinandriana) sont devenues des références nationales.
- En situation de crise (cyclones, famines, épidémies), elles jouent un rôle crucial dans l'aide humanitaire.

Là où l'État est absent ou défaillant, les structures religieuses constituent une alternative crédible pour les populations.

c) Un espace de solidarité communautaire

- Les paroisses offrent un cadre de sociabilité, d'entraide et de solidarité locale.
- Les associations religieuses assurent des activités sociales (orphelinats, centres de formation, aide alimentaire).
- Cette dimension communautaire contribue à la résilience de la société malgache face aux crises économiques et politiques.

d) Un contre-pouvoir politique et moral

- Le **FFKM** s'est imposé comme acteur majeur dans les transitions politiques (1991, 2002, 2009).
- Les Églises se posent comme arbitres moraux, parfois plus crédibles que l'État lui-même.
- Leur voix pèse dans le débat public, mais elles sont aussi exposées au risque d'instrumentalisation par les gouvernants.

Après l'indépendance, les Églises sont passées d'un rôle d'auxiliaires du colonialisme à celui de **contre-pouvoir et de prestataires sociaux**, tout en gardant une influence considérable.

16. Comparer les apports (moral, financier, éducation, politique, lobbying...)

a) Apport moral

- **Églises chrétiennes** :
 - Apport majeur dans la formation de normes sociales (discipline, solidarité, respect du prochain).
 - Encadrement spirituel qui donne un sens à l'existence, surtout en période de crise.
- **Limite** : peut favoriser la résignation face à l'injustice sociale, en valorisant la patience et la souffrance comme vertus.

b) Apport financier

- **Églises catholiques** : disposent de soutiens internationaux (Vatican, ONG, congrégations) qui financent écoles, hôpitaux et missions sociales.
- **Églises protestantes** : tradition d'autonomie locale mais soutenues par des réseaux missionnaires européens et américains.
- **Églises évangéliques** : financement croissant via des églises-mères en Afrique et aux États-Unis.
- **Limite** : forte dépendance aux fonds extérieurs, peu de ressources générées localement.

c) Apport éducatif

- **Écoles catholiques** : reconnues pour leur qualité académique et leur discipline.
- **Écoles protestantes** : ancrées historiquement dans l'alphabétisation en malagasy, rôle fondateur dans la culture écrite.
- **Écoles évangéliques** : développement rapide, accent mis sur le moral et l'éthique, mais qualité variable.
- **Limite** : les écoles confessionnelles ne couvrent pas tout le territoire et creusent parfois des inégalités entre zones rurales et urbaines.

d) Apport politique et médiation

- **FFKM (Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar)** : rôle majeur dans les médiations politiques (1991, 2002, 2009).
- **Églises évangéliques** : influence politique croissante, notamment via des réseaux électoraux.
- **Limite** : risque d'instrumentalisation par les partis politiques, perte de neutralité.

e) Apport en lobbying et influence

- **Églises catholiques** : forte capacité de lobbying au niveau international (Vatican, Caritas, conférences épiscopales).
- **Églises protestantes** : influence plus diffuse mais solide dans la société civile et certaines ONG.
- **Églises évangéliques** : lobbying croissant sur les questions de société (mœurs, sexualité, bioéthique), parfois en tension avec les politiques publiques.

- **Limite** : le lobbying reste centré sur des enjeux moraux et sociaux, rarement sur des réformes structurelles économiques.

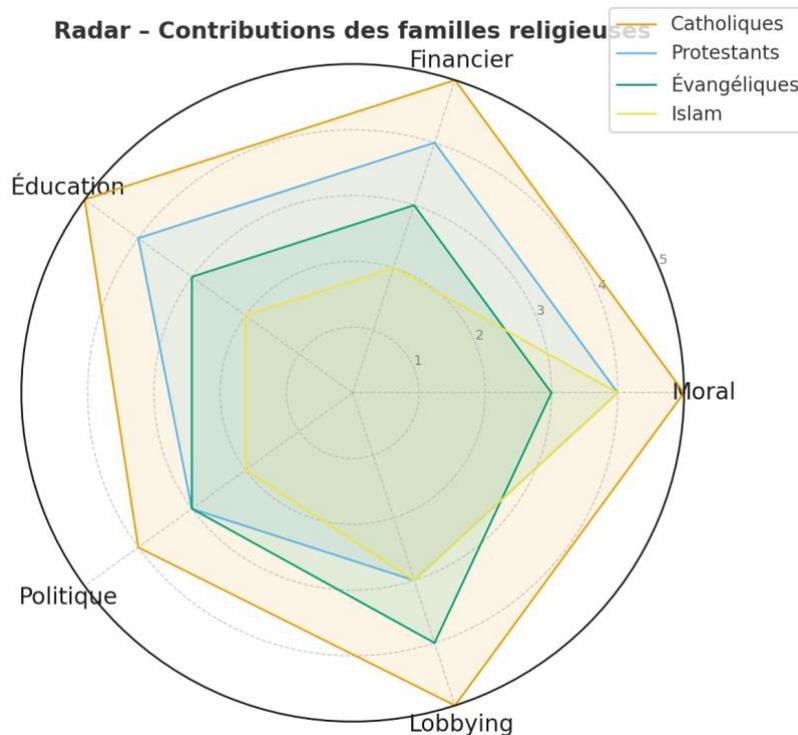
f) Comparaison synthétique

Dimension	Catholiques	Protestants	Évangéliques
Moral	Normes sociales fortes, discipline, solidarité	Discipline, rigueur, culture de l'écrit	Éthique personnelle, ferveur communautaire
Financier	Soutiens internationaux importants	Réseaux missionnaires solides	Appuis africains et américains
Éducation	Écoles de qualité reconnue	Ancrage historique dans l'alphabétisation	Expansion rapide, qualité variable
Politique	Médiations nationales par le FFKM	Influence locale diffuse	Réseaux électoraux croissants
Lobbying	Forte influence internationale	Influence ONG et associations	Pression sur enjeux moraux et sociaux

Conclusion intermédiaire

La comparaison montre que chaque famille d'Églises apporte des contributions spécifiques, mais qu'aucune ne parvient à transformer son influence en **levier de développement structurel**.

Elles assurent une stabilité sociale, éducative et morale, mais leur rôle reste essentiellement **compensatoire**, en l'absence d'un État fort et visionnaire.



17. Chronologie synthétique 1820-2020

1820-1861 : L'implantation missionnaire

- **1820** : arrivée des premiers missionnaires protestants de la **London Missionary Society (LMS)** à Toamasina, puis à Antananarivo (David Jones, David Griffiths).
- **1822** : transcription du dialecte merina en alphabet latin → naissance de l'écriture malagasy moderne.
- **1825** : Radama Ier impose la scolarisation des **andriana** (nobles).
- **1835** : impression de la **Bible en dialecte merina**, premier livre imprimé à Madagascar.
- **1836-1861** : période de persécution religieuse sous Ranavalona I^{re} → fermeture des écoles missionnaires, destruction des livres, expulsion des missionnaires.

1861-1896 : Retour des missions et préparation coloniale

- **1861** : Radama II rétablit la liberté religieuse → retour des missionnaires.
- **1864-1883** : expansion rapide des écoles confessionnelles (plus de 1 000 établissements, environ **150 000 élèves** en 1883, soit un taux de scolarisation supérieur à la moyenne africaine).
- **1869** : conversion de la reine Ranavalona II au christianisme, proclamation du royaume comme « chrétien ».
- **1881** : scolarisation obligatoire pour tous les enfants, indépendamment de la caste.

1896-1960 : Colonisation française et consolidation chrétienne

- **1896** : Madagascar devient colonie française ; l'enseignement confessionnel est absorbé et réorganisé.
- **1900-1930** : explosion des réseaux scolaires confessionnels et publics (environ **200 000 élèves scolarisés** dans les années 1930, selon archives coloniales).
- **1930-1950** : montée en puissance de l'Église catholique, notamment via les congrégations enseignantes (Frères de Saint-Gabriel, Sœurs de Saint-Joseph de Cluny).
- **1955** : Madagascar possède le système éducatif le plus développé d'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud), avec un taux de scolarisation primaire proche de **60 %** dans les Hautes Terres.

1960-1972 : Première République et influence française

- **1960** : indépendance, continuité de l'influence française et confessionnelle.
- **1960-1972** : les Églises catholiques et protestantes structurent encore la quasi-totalité des écoles privées (près de **30 % du total** des élèves scolarisés).
- L'enseignement confessionnel garde sa réputation de qualité supérieure.

1975-1991 : Deuxième République, idéologie socialiste

- **1975** : arrivée de Didier Ratsiraka, qui tente de « malgachiser » et de laïciser le système éducatif.
- Les Églises conservent un rôle de contre-pouvoir discret mais essentiel.
- **Années 1980** : montée en puissance du **Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar (FFKM)** comme acteur politique et moral.

1991-2009 : Religion et crises politiques

- **1991** : rôle décisif du FFKM dans la chute de Ratsiraka (transition vers la Troisième République).
- **2002** : les Églises jouent un rôle de médiation pendant la crise post-électorale entre Ratsiraka et Ravalomanana.
- **2009** : coup d'État d'Andry Rajoelina → le FFKM tente une médiation, mais son influence diminue face aux nouvelles Églises évangéliques et pentecôtistes.

2010-2020 : Multiplication des Églises et fragmentation religieuse

- **2010-2020** : expansion rapide des **Églises évangéliques et pentecôtistes**, souvent financées par des réseaux africains (Nigeria, Afrique du Sud) et américains.
- Les Églises historiques (catholique et protestante) perdent du terrain numériquement, mais gardent une influence institutionnelle forte (écoles, hôpitaux, FFKM).
- La société malgache reste l'une des plus religieuses du monde : **95 % des Malgaches déclarent croire en Dieu et pratiquer régulièrement une religion** (Pew Research, 2018¹).

La chronologie montre l'évolution longue, et les études ciblées permettent d'évaluer les effets concrets sectoriels

18. Études ciblées à intégrer (situation contemporaine)

a) Éducation : entre performance et inégalités

- Aujourd'hui, environ **40 % des écoles primaires** sont gérées par des institutions confessionnelles (UNICEF, 2019).
- Les taux de réussite au CEPE et au BEPC y sont supérieurs de **15 à 20 %** à la moyenne nationale.
- Ces établissements, bien que performants, sont sélectifs : ils restent accessibles aux classes moyennes et urbaines, renforçant les inégalités entre zones rurales et centres urbains.

L'éducation confessionnelle continue d'incarner l'excellence, mais elle accentue la fracture sociale.

b) Santé : un filet vital mais limité

- Environ **20 % des structures de santé** appartiennent à des congrégations religieuses.
- Elles assurent une couverture sanitaire essentielle dans des zones reculées.
- Toutefois, leur dépendance aux financements étrangers (Caritas, ONG protestantes, réseaux évangéliques) limite leur autonomie et leur pérennité.

¹ <https://www.pewresearch.org/topic/religion/religious-demographics/pew-templeton-global-religious-futures-project/>

Les structures confessionnelles sont vitales, mais elles ne peuvent remplacer une politique de santé publique nationale.

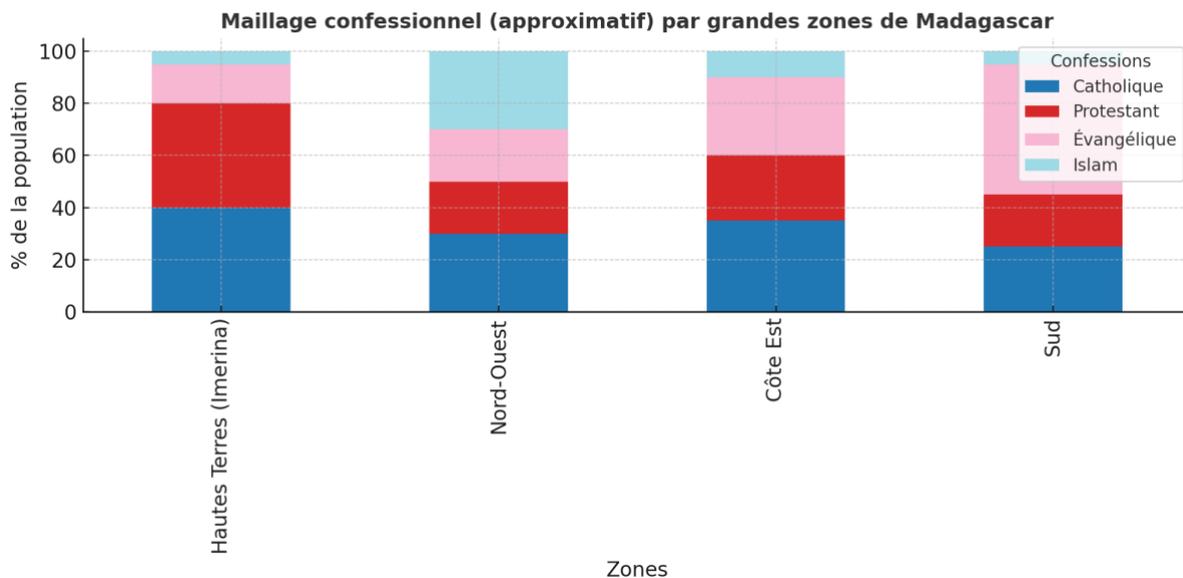
c) Politique : une autorité morale disputée

- Le **FFKM** conserve une place centrale dans la médiation politique, mais son influence est aujourd’hui concurrencée par la montée en puissance des Églises évangéliques.
- Lors de la présidentielle de 2018, les Églises ont été impliquées dans l’observation électorale et la médiation.
- Les réseaux évangéliques, en expansion, tendent à investir le terrain électoral, modifiant les équilibres politiques traditionnels.

L’autorité morale des Églises demeure forte, mais elle est désormais plurielle et parfois fragmentée.

d) Conclusion intermédiaire

Les études sectorielles montrent que les Églises restent des acteurs structurants dans l’éducation, la santé et la politique. Mais leur rôle est **ambigu** : elles pallient les déficits de l’État sans en résoudre les causes structurelles, ce qui entretient une forme de dépendance.



Légende de la carte – Maillage confessionnel à Madagascar

La répartition religieuse actuelle de Madagascar est le fruit de deux siècles d’histoire missionnaire et coloniale.

- **Hautes Terres (Imerina)** : domination protestante et catholique, héritage direct de la London Missionary Society (XIX^e siècle) et de l’implantation catholique coloniale.
- **Nord-Ouest (côtes et îles)** : présence musulmane significative (jusqu’à 30 % dans certaines zones), liée aux échanges avec les Comores et la côte swahilie.
- **Côte Est** : ancrage protestant et catholique, mais progression rapide des Églises évangéliques depuis les années 2000.

- **Sud et Sud-Ouest** : forte expansion des Églises évangéliques et pentecôtistes, devenues dominantes dans certaines régions.

Cette cartographie illustre une **fragmentation confessionnelle** : si le christianisme reste majoritaire (85-90 % de la population), l’islam et les pratiques traditionnelles persistent, et la montée évangélique redessine l’équilibre religieux, surtout dans les périphéries.

19. Méthode de comparaison internationale

a) Extraire les variables

1. Religiosité

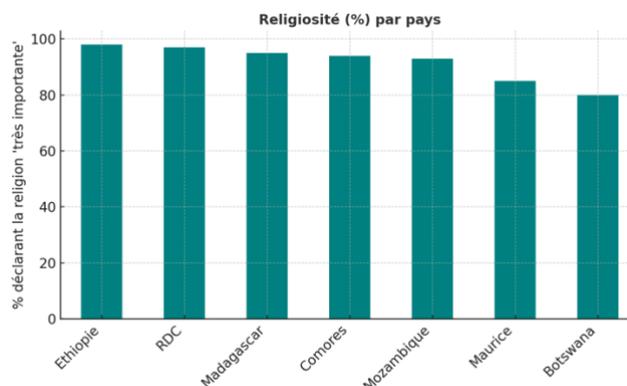
Les enquêtes du **Pew Research Center (2018–2021)** montrent que Madagascar figure parmi les pays les plus religieux d’Afrique :

- **95 %** des Malgaches considèrent la religion comme « très importante » dans leur vie quotidienne.
- La pratique est dominée par le christianisme (**85 %**), avec une forte persistance du culte des ancêtres (près de **60 %** des familles le pratiquent parallèlement).

Comparaison régionale :

Pays	Religiosité (importance « très importante »)	Religion dominante(s)	Spécificité
Madagascar	95 %	Christianisme + culte des ancêtres	Hybride : foi chrétienne et traditions
Éthiopie	98 %	Orthodoxie, islam, protestantisme	Religions enracinées depuis des siècles
Botswana	80 %	Christianisme	Pratique moins institutionnalisée (70 % réguliers)
Maurice	85 %	Hindouisme, christianisme, islam	Pluralisme religieux assumé

Madagascar apparaît fortement religieux mais **hybride**, contrairement à l’Éthiopie (religion enracinée) ou à Maurice (pluralisme assumé).

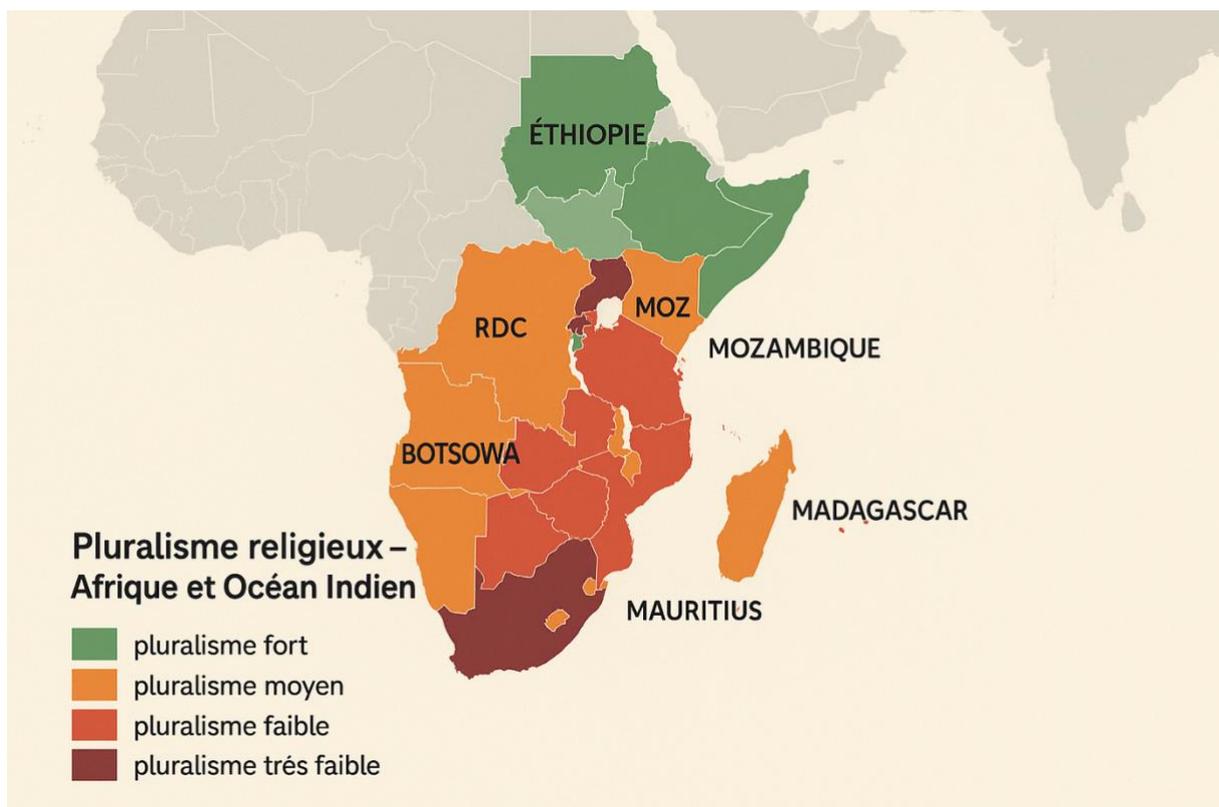


2. Pluralisme religieux

Comparaison synthétique :

Pays	Pluralisme religieux	Particularités
Madagascar	Faible (catholiques, protestants, évangéliques = christianisme) ; Islam 7 %	Pluralisme limité
Éthiopie	Fort (44 % orthodoxes, 34 % musulmans, 19 % protestants)	Pluralisme historique équilibré
Botswana	Moyen (christianisme dominant + kgotla)	Institutions traditionnelles coexistantes
RDC	Très faible (90 % chrétiens, traditions délégitimées)	Héritage colonial belge
Maurice	Fort (hindous 48 %, chrétiens 32 %, musulmans 17 %)	Pluralisme institutionnalisé
Comores	Très faible (97 % islam sunnite)	Religion d'État

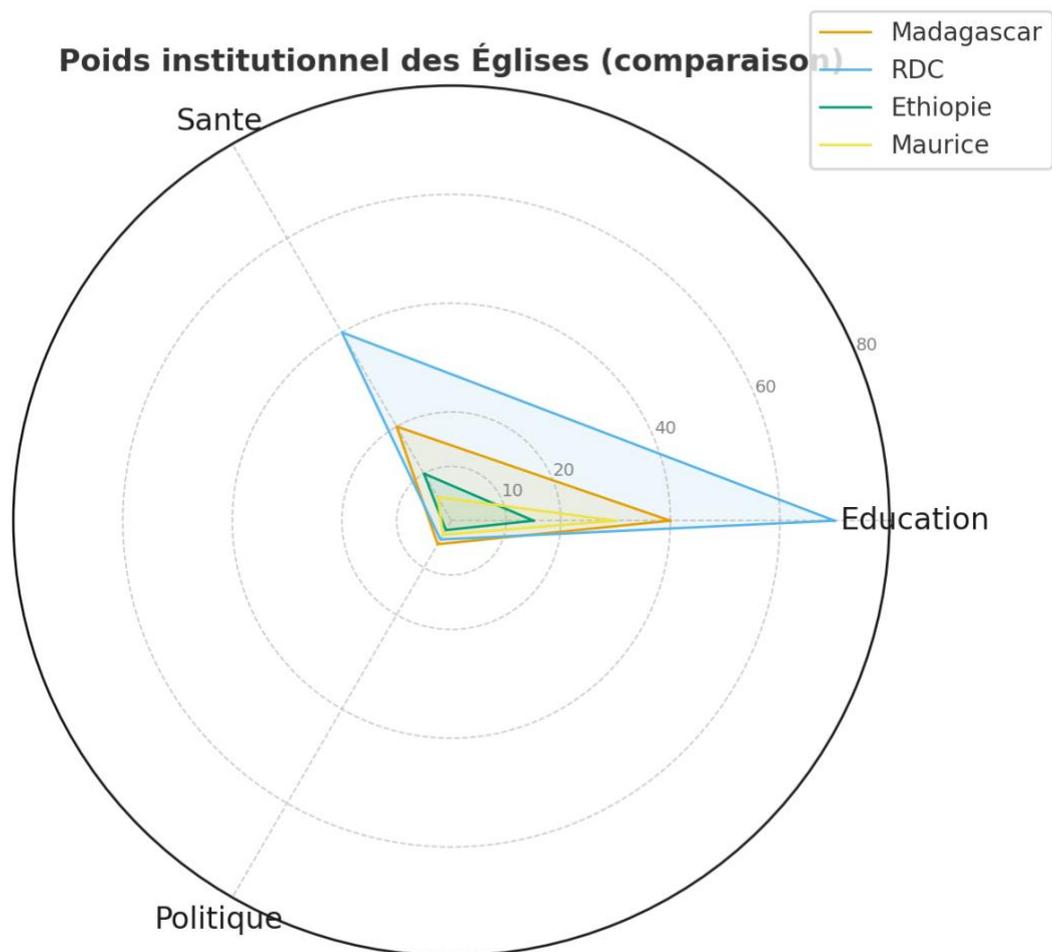
Madagascar se rapproche des pays **assimilés** (RDC, Mozambique) plus que des modèles pluralistes (Maurice) ou enracinés (Éthiopie).



3. Poids institutionnel des Églises

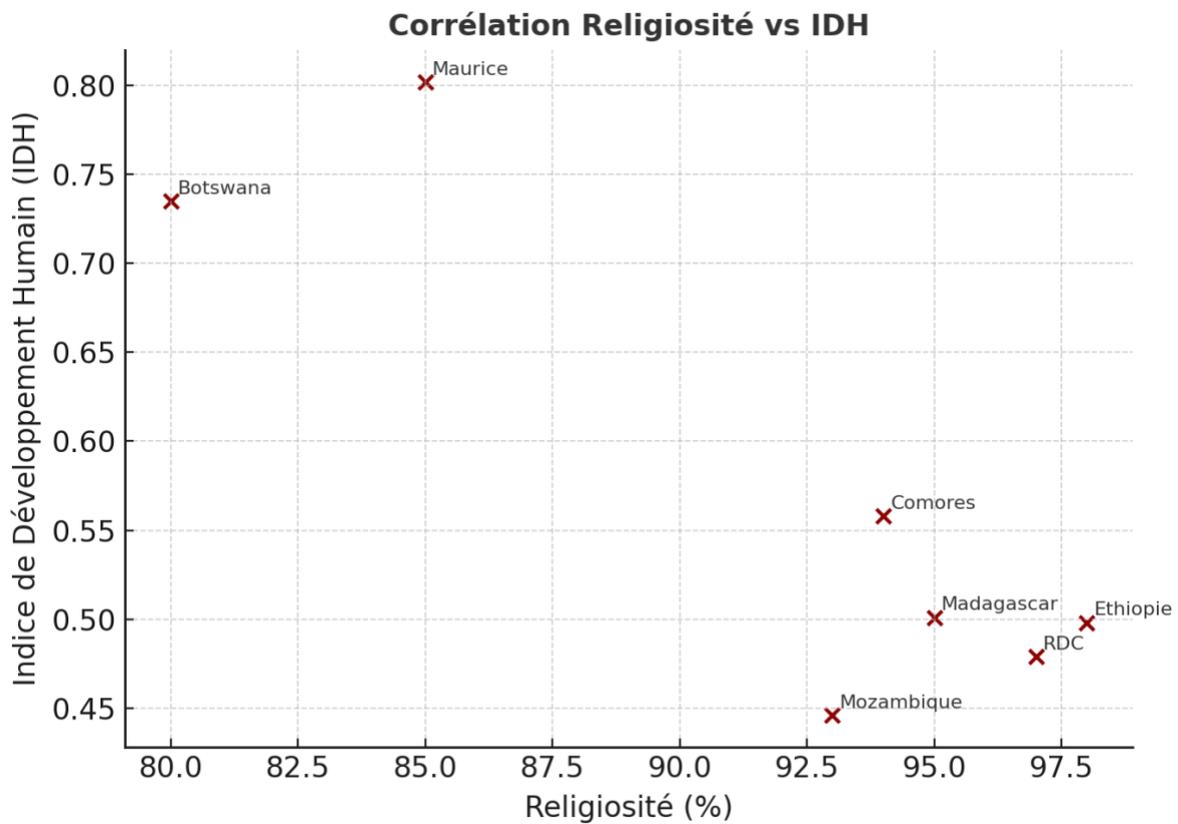
Secteur	Madagascar	RDC	Éthiopie	Maurice
Éducation	40 % des écoles primaires confessionnelles	70 % écoles confessionnelles	Majoritairement public	30 % confessionnelles (hindoues, musulmanes, chrétiennes)
Santé	20 % structures confessionnelles	40 % Caritas + protestants	Présence limitée	Marginal
Politique	FFKM : acteur central (1991, 2002, 2009)	Observation électorale, contestations (2018)	Rôle identitaire, peu de médiation	Lobbying fort mais diffus

Madagascar est l'un des pays où les Églises pèsent **le plus institutionnellement**, rivalisant parfois directement avec l'État.



b) Croiser avec des indicateurs de développement

Pays	Religiosité (2020)	IDH (2022)	PIB/hab. USD (2022)	Alphabétisation %	Indice corruption (2022)	Stabilité politique
Madagascar	95 %	0,501	471	74 %	26/100	Faible (crises 2009)
Éthiopie	98 %	0,498	1 027	52 %	38/100	Moyenne (tensions ethniques)
RDC	97 %	0,479	577	77 %	19/100	Très faible (conflits)
Mozambique	93 %	0,446	532	60 %	26/100	Faible (insécurité)
Botswana	80 %	0,735	7 737	89 %	55/100	Haute (stabilité)
Maurice	85 %	0,802	10 216	92 %	50/100	Haute (stabilité)
Comores	94 %	0,558	1 621	58 %	26/100	Faible (instabilité)



Lecture :

- Pays **assimilés** (Madagascar, RDC, Mozambique) → forte religiosité, faible IDH, instabilité.
- Pays **enracinés** (Éthiopie) → identité religieuse forte, développement limité.
- Pays **pluralistes/hybrides** (Botswana, Maurice) → indicateurs socio-économiques et institutionnels élevés.

c) Produire une analyse nuancée

- **Observation générale** : assimilation religieuse/coloniale = fragilité institutionnelle (Madagascar, RDC, Mozambique).
- **Exception éthiopienne** : religiosité enracinée = identité forte mais pauvreté persistante.
- **Cas hybrides (Botswana, Maurice)** : pluralisme = institutions solides et meilleure gouvernance.

La variable clé n'est pas la religiosité en soi, mais la manière dont la religion est **intégrée dans la culture nationale** et articulée avec des **institutions stables**.

20. Encadré critique : « Religion = pauvreté ? »

a) Le slogan simpliste

On retrouve souvent dans les débats publics l'idée que « *les pays les plus religieux sont aussi les plus pauvres et les plus corrompus* ». Cette formule est parfois attribuée à Karl Marx (ce qui est inexact, Marx ayant parlé de la religion comme « *opium du peuple* »).

Problème : ce slogan repose sur une corrélation apparente, sans tenir compte des multiples variables historiques, politiques et économiques.

b) Données globales

Les enquêtes du **Pew Research Center (2018)** montrent :

- Dans les pays à **forte religiosité** (plus de 90 % de la population juge la religion « très importante ») : la majorité sont en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.
- Or, ce sont aussi les régions ayant les **plus faibles IDH** et PIB par habitant.

Exemples (2022) :

- **Niger** : 99 % religieux, IDH = 0,400, PIB/hab. = 595 USD.
- **Madagascar** : 95 % religieux, IDH = 0,501, PIB/hab. = 471 USD.
- **Éthiopie** : 98 % religieux, IDH = 0,498, PIB/hab. = 1 027 USD.

À l'opposé, les pays les plus « sécularisés » (religion jugée moins importante) affichent des indicateurs économiques et sociaux bien supérieurs :

- **Suède** : 22 % religieux, IDH = 0,947, PIB/hab. = 60 239 USD.
- **France** : 30 % religieux, IDH = 0,903, PIB/hab. = 42 500 USD.

La corrélation « forte religiosité = pauvreté » est donc **observable statistiquement**.

c) Les limites de l'analyse

Cependant, cette corrélation **n'implique pas causalité**. Les facteurs décisifs sont ailleurs :

1. Héritage colonial :

- Madagascar, RDC, Mozambique → forte christianisation + forte assimilation coloniale = dépendance persistante.
- Éthiopie → religiosité forte mais trajectoire différente car absence de colonisation durable.

2. Qualité des institutions :

- **Botswana** : 80 % de religiosité mais IDH = 0,735, PIB/hab. = 7 737 USD grâce à des institutions stables et une gouvernance efficace.
- **Maurice** : 85 % religieux mais IDH = 0,802, PIB/hab. = 10 216 USD, pluralisme religieux assumé et institutions solides.

3. Pluralisme vs monopole religieux :

- Dans les pays pluralistes (Maurice, Botswana), la religion n'empêche pas la prospérité.
- Dans les pays où une Église ou une confession a eu le monopole (RDC, Mozambique), la dépendance et la pauvreté persistent.

4. Rôle socio-économique des Églises :

- À Madagascar, 40 % des écoles et 20 % des hôpitaux sont confessionnels → rôle vital mais compensatoire.
- La dépendance aux financements extérieurs entretient une logique de survie, pas d'émancipation.

d) Analyse académique

L'équation « *religion = pauvreté* » est **trop simpliste**. Ce qu'il faut retenir :

- La religion a été utilisée historiquement comme **vecteur d'assimilation et de contrôle** dans les pays colonisés.
- Là où elle a effacé les traditions locales, elle a fragilisé les identités et renforcé la dépendance.
- Mais la religion peut aussi être **un levier de cohésion sociale** et de mobilisation si elle s'enracine dans la culture nationale (cas de l'Éthiopie, du Botswana).

En d'autres termes : ce n'est pas la religiosité qui produit la pauvreté, mais **la manière dont la religion est instrumentalisée par le pouvoir politique et les structures coloniales/postcoloniales**.

e) Conclusion critique

- Oui, les pays les plus religieux sont souvent pauvres.
- Non, ce n'est pas la religion qui cause mécaniquement la pauvreté.
- Les variables clés sont : **colonisation, institutions, pluralisme et gouvernance**.
- La question pertinente pour Madagascar n'est pas « faut-il moins de religion ? », mais : **Comment transformer la force religieuse existante en moteur de souveraineté et de développement ?**

21. Conclusion générale

a) Une trajectoire de deux siècles

De 1820 à 2020, la religion a profondément façonné Madagascar.

- **1820-1861** : l'implantation missionnaire introduit l'écriture latine, la Bible et l'école moderne.
- **1861-1896** : la christianisation s'accélère, préparant le terrain à la colonisation.
- **1896-1960** : le système colonial intègre les missions, utilisant la religion comme outil d'encadrement social et de formation d'auxiliaires.
- **1960-1972** : après l'indépendance, les Églises gardent leur rôle central dans l'éducation et la santé.
- **1975-1991** : sous l'idéologie socialiste, l'État tente de limiter leur influence, mais elles se maintiennent comme contre-pouvoir moral.
- **1991-2020** : les Églises deviennent des acteurs politiques et sociaux incontournables, médiateurs dans les crises, relais de solidarité face à l'effondrement de l'État.

b) Religion et développement : un paradoxe

Les données comparatives montrent une réalité ambivalente :

- Madagascar est l'un des pays les plus religieux du monde (**95 % de religiosité déclarée**, Pew Research, 2018).
- Pourtant, ses indicateurs de développement sont parmi les plus bas : **PIB/hab. = 471 USD (2022), IDH = 0,501, 26/100 à l'indice de corruption.**
- Dans les pays pluralistes et institutionnellement stables (Botswana, Maurice), la religiosité reste forte (**80-85%**), mais elle coexiste avec des performances socio-économiques élevées :
 - Botswana : IDH = 0,735, PIB/hab. = 7 737 USD.
 - Maurice : IDH = 0,802, PIB/hab. = 10 216 USD.

Conclusion : ce n'est pas la religiosité qui détermine la pauvreté, mais la manière dont la religion est **articulée aux institutions et à la gouvernance.**

c) La place ambivalente des Églises

- **Apports positifs** :
 - 40 % des écoles et 20 % des hôpitaux gérés par des institutions confessionnelles.
 - Médiations politiques décisives (1991, 2002, 2009).
 - Filets de solidarité dans les communautés locales.
- **Limites structurelles** :
 - Dépendance aux financements étrangers (Caritas, ONG protestantes, réseaux évangéliques).
 - Rôle compensatoire qui pallie l'absence d'un État fort sans le remplacer.
 - Influence parfois conservatrice, freinant certaines réformes sociales (santé reproductive, égalité de genre).

d) Le nœud du problème : mémoire et institutions

Deux siècles d'histoire montrent que la religion a souvent été utilisée comme **vecteur de domination** :

- Hier par les missionnaires et le colonisateur.
- Aujourd'hui par le couple État-Églises, qui se disputent le monopole moral et symbolique.

L'absence de continuité culturelle entre croyances autochtones et religion importée explique en partie la **fragilité identitaire** malgache. Comparaison :

- **Éthiopie** : religiosité forte (98 %) mais enracinée localement, identité nationale cohérente.
- **Madagascar** : religiosité forte mais importée, identité souvent fragmentée.

e) Perspective : transformer la religion en levier

La clé pour Madagascar n'est pas de réduire la religiosité, mais de la **réorienter** :

- Vers une **éducation critique** qui intègre histoire nationale, savoirs locaux et ouverture scientifique.
- Vers une **gouvernance partagée** où les Églises deviennent des partenaires du développement et non des substituts à l'État.
- Vers une **mémoire réappropriée**, où le culte des ancêtres et les traditions ne sont pas opposés au christianisme, mais intégrés dans une identité nationale inclusive.

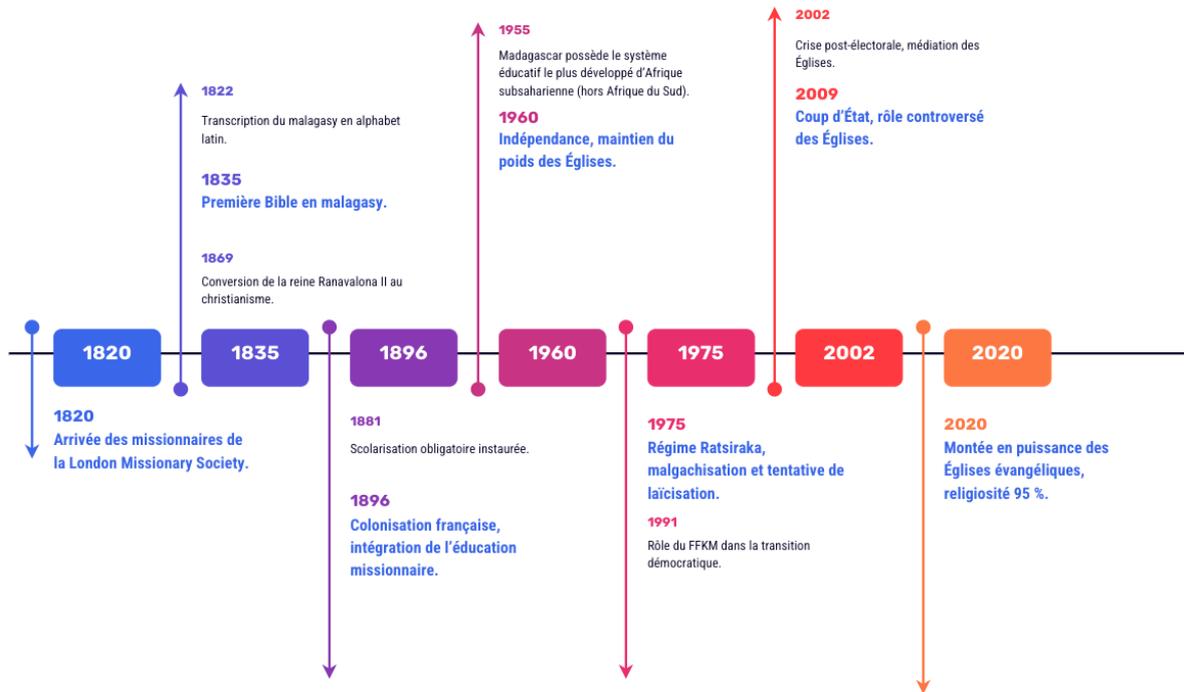
f) Conclusion finale

En résumé :

- La religion a été le **vecteur de la pré-colonisation** à Madagascar.
- Elle demeure aujourd'hui un **pilier social incontournable**, mais aussi un facteur de dépendance.
- La comparaison internationale démontre que la réussite ne dépend pas du degré de religiosité, mais de la **qualité des institutions et de la capacité à intégrer la religion dans une continuité culturelle**.

Mais l'enjeu est plus urgent encore. La trop forte docilité forgée par la religion et la colonisation a créé un **caractère ambivalent** : accepter l'inacceptable par passivité et inaction, tout en nourrissant une révolte intérieure non déclarée. Ce décalage rend la société vulnérable à des explosions soudaines, quand la pression accumulée dépasse le seuil supportable. Comme l'a montré l'histoire récente d'autres nations, du **Népal** à ailleurs, l'absence de canaux structurés pour exprimer les tensions conduit tôt ou tard à une éruption. Madagascar ne pourra éviter ce destin qu'en transformant sa religiosité et son héritage en **capacité de dire, d'agir et de construire collectivement**.

Frise chronologique – Religion et éducation à Madagascar (1820–2020)



Rédaction - Diapason

